

LUTTE CONTRE LE SIDA

Les associations, un maillon fort

En Algérie, 1 011 sidéens et 4 045 séropositifs ont été recensés depuis 1985. Un chiffre appelé à se multiplier, en l'absence de prévention et de sensibilisation. Aussi une implication plus significative du mouvement associatif, en ce sens, s'annonce-t-elle primordiale, s'accordent à dire les spécialistes.

Initiée par l'Association algérienne pour la planification familiale (AAPF), dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, la journée d'étude organisée hier à l'Institut national de santé Publique (INSP) a vu les participants mettre l'accent sur le rôle de la société civile et des associations dans la sensibilisation contre le sida et autres maladies sexuellement transmissibles (MST).

Dans son intervention, le professeur Bouguermouh a rappelé l'importance de la prévention, mais également de la lutte contre la stigmatisation dont sont victimes les malades du sida. Une lutte où le mouvement associatif a un rôle capital à jouer. Evoquant la prise en charge psychologique des patients, le professeur Bouguermouh rappellera que les efforts déployés dans ce sens demeurent insuffisants.

Pour sa part, le professeur Soukhehal, président de l'association AAPF, a souligné l'importance de la sensibilisation et du dépistage. «Il existe une soixantaine de centres de dépistage volontaire pouvant permettre d'effectuer des examens», a-t-il souligné, tandis que, de son côté, le docteur Amrane, rappellera que l'anonymat et la discrétion sont respectés pour tout dépistage.

Et ce dernier de préciser que sur le plan thérapeutique, aucun traitement curatif définitif n'existe encore, la trithérapie demeurant le seul traitement apaisant pour le malade. Mais un traitement jugé

«lourd et coûteux pour le Trésor public». Il expliquera que le traitement annuel coûte en moyenne entre 400 000 et 700 000 DA par patient. Par ailleurs, il est à noter, selon les spécialistes, que la région du Sud demeure celle où la prévalence du sida est la plus élevée.

Dans une enquête sur les aspects épidémiologiques récents de l'infection au VIH dans l'extrême Sud algérien, dont le professeur

Farès, de la faculté d'Alger, a présenté les résultats, il s'avère que la région de Tamanrasset demeure la plus touchée. Réalisée sur différents échantillons, cette enquête a concerné quatre communes de la wilaya : Aïn-Amguel, Tazrouk, Alabessa et Aïn-Guezzam.

Les échantillons comprenaient des professionnelles du sexe, des femmes en pré-natalité, des jeunes filles âgées de 15 à 24 ans, des migrants et des hommes ayant des relations homosexuelles avec des hommes, et ce dans le cadre d'une méthodologie statistique appropriée et d'un strict respect de l'anonymat. Un faible taux au niveau de ces sites, notam-



Photo : D. R.

ment chez les professionnelles du sexe et les homosexuels (uniquement dix

homosexuels dépistés), a été relevé. «Il nous a été très difficile de traiter ces

cas compte tenu des caractéristiques socioculturelles», a expliqué le professeur Farès. Les résultats de la sérosurveillance sentinelle ont révélé un taux assez important de VIH et de syphilis.

Cela fait de cette région, notamment à travers les professionnels du sexe, une «source non négligeable de propagation du sida et d'autres maladies sexuellement transmissibles».

Il convient de souligner qu'un seul rapport sexuel non protégé, comme une seule utilisation d'une seringue usagée, déjà utilisée par une personne infectée, suffit pour contracter le virus du sida.

Wassila Z.

PERSONNES HANDICAPÉES

Ould-Abbès annonce une nouvelle mouture de la loi de 2002

Un centre pilote spécialisé ouvrira bientôt ses portes à Batna pour accueillir les enfants atteints d'insuffisance mentale et cérébrale (IMC). D'autres structures seront également créées, après un recensement exhaustif des enfants affectés par cette pathologie, a annoncé, hier, le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté algérienne à l'étranger.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Djamel Ould-Abbès a déclaré, hier, que certains articles de la loi de 2002 sur les personnes handicapées devraient être amendés. Une nouvelle mouture de la loi sera présentée dans les prochains jours à l'Assemblée populaire nationale, a annoncé le ministre. Il s'agit, notamment, de la prise en charge du volet emploi et de l'adaptation des édifices publics et des moyens de transport aux besoins des personnes handicapées. Il s'agit, ainsi,

selon Djamel Ould-Abbès, de se mettre en conformité avec les lois internationales. A ce titre, 18 décrets ont été introduits dont 12 déjà promulgués. Par ailleurs, le ministre a annoncé que pour le baccalauréat 2010, une commission était à pied d'œuvre en vue de per-

mettre aux non-voyants de traiter des sujets en braille. Concernant ce dernier point et pour éviter des fuites de sujets, des dispositions spéciales seront mises en œuvre, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale.

Concernant le centre pilote proprement dit, qui verra le jour à Batna, il sera, selon le ministre, le premier du genre dans le monde arabe. L'équipe de cette structure aura la lourde tâche de prendre en charge une population d'enfants fragiles qui, à ce jour, ne bénéficient pas, dans la plu-

part des cas, de soins appropriés. Ce centre fera-t-il la différence ? Oui, répondent les responsables du secteur de la solidarité, qui ont fait état, hier, d'une formation spécialisée déjà dispensée à des psychologues, des assistantes sociales et des pédopsychiatres. Les enfants autistes seront aussi pris en charge, comme d'autres centres verront le jour après une enquête lancée sur le territoire national et dont les résultats seront connus au mois de mars prochain.

«Ces pathologies sont considérées comme

taboues, les familles ne déclarent donc pas leurs enfants. Il faut cependant les prendre en charge. Nous allons, de ce fait, opter pour une campagne de sensibilisation en direction des familles», a déclaré Djamel Ould-Abbès.

Les experts, mettant en exergue les lacunes constatées dans la prise en charge de cette frange de la société, recommanderont le renforcement de la prévention, le développement d'un programme de dépistage, l'intervention précoce et l'amélioration des conditions d'intégration scolaire. **F.-Z. B.**

POUR PERMETTRE UNE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Lancement d'un projet de logements à efficacité énergétique

L'intégration du concept d'efficacité énergétique pour améliorer le confort intérieur des logements tout en réduisant la consommation d'énergie est le nouvel objectif du secteur de l'habitat et de l'urbanisme. En ce sens, un projet de 600 logements dits à efficacité énergétique sera bientôt lancé, avec l'ambition de réduire de 54 % la consommation.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Réaliser des constructions en prenant en compte la réduction de la consommation de l'énergie, notamment pour les ménages, est l'objectif que s'est assigné le secteur. En visite de travail et d'inspection, hier, dans les laboratoires du Centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS) et du Centre national d'étude et de recherches intégrées du bâtiment (CNERIB), M. Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,

a annoncé le lancement prochain d'un projet pilote de réalisation de 600 logements à efficacité énergétique à travers 11 wilayas.

Ce projet a pour objectif l'intégration du concept d'économie d'énergie dans le secteur de l'habitat à travers l'utilisation de matériaux locaux et par le recours à l'énergie solaire pour les activités de production d'eau potable et de chauffage. Ce projet vise également à réduire la consommation énergétique des ménages de près de 54 % et les gaz à effet de serre de 3 à 4 tonnes par an. Selon le premier responsable du secteur, «l'Algérie a adopté des textes de loi pour mettre en place tous les moyens et les techniques pour une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie, et ce en utilisant des matériaux de construction spécifiques». Ce projet pilote, ajoute le ministre, s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de promotion et de développement de l'énergie et a donné lieu à la préparation d'un cahier des charges prenant en compte toutes les caractéristiques énergétiques. Ces logements, dira le

ministre, vont certes coûter 15 % plus cher que les constructions habituelles, mais ce coût sera amorti au bout de 10 à 15 ans, a précisé le ministre. La réduction de la consommation d'énergie liée au chauffage, d'une part, et à la climatisation, d'autre part, permettra de rentabiliser ce surcoût.

Par ailleurs, Noureddine Moussa s'est rendu dans la commune d'El-Achour, pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux d'installation des équipements d'essais et de recherche d'un laboratoire de génie parasismique. D'un coût de plus de 80 millions de dinars, ce projet de laboratoire, dont les travaux vont démarrer la fin de l'année 2010, sera le premier du genre au niveau africain et arabe. Le ministre a également fait part d'un projet de centre arabe pour lutter contre les catastrophes naturelles et les aléas sismiques. Ce projet de centre, qui doit être implanté en Algérie, attend, après ceux qui ont déjà dûment donné leur accord, la ratification d'un septième pays.

S. A.

SIDI-BEL-ABBÈS

Un jeune homme égorgé par des terroristes

Selon des sources concordantes et dignes de foi, un jeune homme âgé de 36 ans, B. H., résidant à Télagh, a été égorgé dans l'après-midi de samedi dernier par un groupe de terroristes dans la forêt dite Seïdjia, dans la localité de Sidi Chaïb, dans la daïra de Marhoum, au sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Selon nos sources, la victime et ses six compagnons s'adonnaient à une partie de chasse dans ladite forêt lorsqu'ils furent surpris par un groupe de terroristes dont le nombre n'a pas été déterminé. Les terroristes se sont d'abord emparés des armes, en l'occurrence des fusils. Ils ont libéré les six autres chasseurs qui ont aussitôt donné l'alerte. Leur compagnon a été retrouvé égorgé alors que les terroristes ont pris la fuite. Les services de sécurité ont déclenché une large opération de ratissage pour les retrouver.

A. M.